

Trente années de monnaies sociales et complémentaires : et après ?

Synthèse du colloque *CC-Conf 2011*

Colloque international sur les monnaies sociales et complémentaires

16-17 février 2011

Le colloque CC-Conf 2011 a été organisé dans la ville de Lyon (France) par les laboratoires Triangle (UMR 5206) et LEFI (EA 4012). Il s'est tenu sur le site de l'ENS Lyon, campus Descartes et a été rendu possible par la réunion de nombreuses institutions autour de ce projet¹. Ce document présente ce colloque, ses à-côtés et essaie de synthétiser les grandes lignes des débats qui s'y sont développés.

En téléchargement :

- le programme trilingue (anglais, français, espagnol)
http://conferences.ish-lyon.cnrs.fr/public/conferences/4/schedConfs/3/program-fr_CA.pdf
- le livret des résumés trilingue - <http://triangle.ens-lyon.fr/IMG/pdf/Abstracts.pdf>

Le contexte : trente années de monnaies sociales et complémentaires

Depuis les années 1980, se sont développés dans le monde des dispositifs locaux d'échange basés sur la mise en oeuvre de monnaies spécifiques. On ne dispose que d'estimations discutables sur leur étendue, et leur diversité est méconnue ; mais il semble que 4000 à 5000 dispositifs de ce type existent aujourd'hui dans plus de 50 pays, autour d'un nombre de plus en plus important de modèles : LETS, banques de temps, réseaux de trueque sur le modèle argentin, monnaies Hour sur le modèle d'Ithaca, monnaies de type Regio sur le modèle allemand, monnaies et banques communautaires sur le modèle de Fortaleza, monnaie à projets multiples comme la monnaie SOL en France, monnaies locales de « villes en transition », systèmes de type RES, etc.

Cette vague de monnaies est inédite à l'échelle mondiale depuis les débuts de l'industrialisation au tournant du XIXe siècle. Ces dispositifs sont qualifiés de « monnaies sociales », « monnaies complémentaires », « monnaies communautaires », « monnaies locales » ou encore « monnaies libres ».

Ces diverses dénominations ne renvoient pas exactement aux mêmes objectifs ni aux mêmes réalités. Jusqu'ici, ces dispositifs n'ont généralement pas franchi deux frontières : celle de la soumission à de purs objectifs politiques, et celle de l'intégration dans la logique lucrative d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

Si depuis les années 1990 cette vague a rencontré l'intérêt de certains chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS), le bilan demeure mitigé : il faut certes reconnaître l'émergence d'un nouveau champ de la recherche sur cet objet qui apparaît nouveau par son ampleur et par sa nature, mais on ne peut que regretter le faible écho que ces travaux ont eu dans les SHS en général et la faiblesse de leur visibilité académique, qui en fait un domaine encore très marginal.

¹ Le colloque a reçu le soutien de l'Institut Veblen pour les réformes économiques et la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme), l'Institut Caisse des dépôts et consignations pour la recherche, le Cluster 12 « Dynamiques sociales et territoriales » de la région Rhône-Alpes ainsi que la région Rhône-Alpes, la Direction générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la culture et de la communication, la coopérative RES et le Conseil général du Rhône. Il va sans dire qu'il a aussi été porté et financé par les laboratoires et université organisateurs : le laboratoire Triangle (UMR 5206) et le LEFI (Laboratoire d'économie de la firme et des institutions, EA 4012), l'université Lumière Lyon 2, l'ENS Lyon (École normale supérieure) et l'Institut des sciences de l'homme (ISH). Enfin, il a été soutenu par la Chaire d'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire de l'université Lumière Lyon 2.

Objectifs du colloque et événements associés

Un constat simple est à l'origine de ce colloque : alors que les initiatives de monnaies sociales et complémentaires se multiplient depuis trente ans dans le monde, et alors que la recherche se déploie peu à peu autour de ces expériences, aucun colloque international répondant aux critères ayant cours dans le monde scientifique n'a été organisé². Les critères sont ceux de l'appel à communications ouvert à la communauté scientifique, dont les réponses sont évaluées anonymement par un comité scientifique qui sélectionne ainsi les propositions de communication. On peut ajouter qu'il n'existe pas de revue scientifique reconnue par les multiples instances d'évaluation de la recherche. La seule revue à vocation scientifique centrée sur ce champ, l'*International Journal of Community Currency Research*, fondée en 1997 et qui dispose d'un comité de lecture, n'est pas référencée dans les listes de revues pertinentes par les instances d'évaluation de la recherche (en France, le CNRS et l'AERES). Alors que cette revue est d'emblée lue par les spécialistes du champ, il y a un frein académique à la publication par les chercheurs dans cette revue, ainsi que cela a été souligné durant l'une des tables rondes du colloque organisée sur l'infrastructure intellectuelle du champ.

Le colloque CC-Conf visait précisément à **établir dans le champ scientifique la légitimité de travaux de recherche sur les monnaies sociales et complémentaires** en montrant qu'il existe une communauté significative de chercheurs qui, s'ils sont trop souvent isolés dans leurs universités ou laboratoires respectifs, ont largement commencé à travailler ce champ et ont besoin d'une reconnaissance scientifique nationale et internationale. Le colloque visait aussi à rassembler le plus largement possible cette communauté scientifique, ce qui passait par la mise en lien, voire en réseau, de chercheurs généralement peu connectés du fait de distances géographiques et linguistiques. Le principe d'une traduction simultanée pour un colloque trilingue a donc été posé, permettant de connecter les trois grandes communautés linguistiques de recherche et d'expérience sur les monnaies sociales et complémentaires, à savoir les communautés anglophone, hispanophone et francophone. Il s'agissait aussi de rassembler des chercheurs quelle que soit leur discipline, les travaux sur les monnaies sociales et complémentaires se réduisant très mal à une discipline isolée des autres. Les trois langues et l'ouverture disciplinaire ont probablement permis de toucher la plupart des chercheurs versés dans ce champ.

L'appel à communications, lancé en mai 2010, a suscité un intérêt plus important que prévu. Il cherchait à faire émerger des bilans de la dynamique enclenchée il y a bientôt trois décennies, sous forme d'études monographiques comme d'analyses comparatives au plan international et au plan historique, mais il encourageait aussi les approches théoriques. **Au total, 73 propositions ont été déposées.** On peut souligner que les propositions sont venues non seulement de chercheurs confirmés, mais aussi de jeunes chercheurs ainsi que de praticiens, certains se situant à la fois dans la recherche et dans l'action. Les critères de sélection des propositions par le comité scientifique ont toutefois réduit la diversité des intervenants et ramené à 53 le nombre de propositions acceptées et finalement présentées.

Au total, le colloque a accueilli 64 intervenants dont la répartition illustre l'étendue de l'écho que le colloque a eu au plan international (Tableau 1).

Un autre point significatif est la présence massive d'un public venu écouter, élément très inhabituel dans les colloques académiques, **portant à 175 personnes le nombre total de participants.** Il faut resituer cette présence dans le contexte d'un événement de trois jours incluant une journée destinée aux acteurs praticiens, élus locaux, chargés de mission etc³. Au total, 264 personnes ont participé à tout ou partie de ces trois jours, avec la répartition indiquée ci-dessous (Tableau 1).

² Le colloque international de Weimar, « Monetary Regionalisation », organisé les 28-29 septembre 2006, a constitué un jalon vers le colloque de Lyon, dans la mesure où il a probablement été le premier colloque sur les monnaies sociales et complémentaires s'orientant vers la recherche (tout en ne rompant pas le lien avec les praticiens). Il a d'ailleurs été suivi de deux jours destinés aux praticiens germanophones.

³ Voir <http://monnaiesendebat.wordpress.com/>. Ce site existe aussi en version espagnole, anglaise et portugaise. Ce volet Journée acteurs a été organisé par l'Institut Palmas, l'Association SOL, le CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine), les laboratoires LEFI et Triangle, la CRESS Rhône-Alpes (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) et la région Rhône-Alpes, avec le soutien du Grand Lyon, de la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme), de la Caisse des dépôts et consignations, de la coopérative RES et la Direction générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la culture et de la communication.

Enfin, **plus de 150 personnes ont assisté à la conférence tous publics** du jeudi 17 février au soir, « La monnaie réinventée : éclairages internationaux sur les monnaies sociales et complémentaires Argentine – Brésil – France – Royaume-Uni » organisée au Palais de la mutualité, dont une partie non négligeable n'a pas participé aux trois jours de rencontre⁴.

Tableau 1
Origine des participants aux trois jours sur les monnaies sociales et complémentaires
16-18/02/2011

	Colloque de recherche 16-17 février		Journée Acteurs, 18 février	Total des participants, CC-Conf + JA hors doubles inscriptions
	Intervenants	Total participants		
France	12	68	124	144
Europe hors France	24	62	48	70
Amérique latine	10	21	18	25
Etats-Unis et Canada	8	10	5	10
Asie	8	8	6	9
Afrique	2	4	4	4
Océanie	0	2	2	2
Total	64	175	207	264

L'écho important qu'ont eu ces événements renforce l'idée mise en avant à la fois dans les objectifs du colloque de recherche (16-17 février) et dans ceux de la Journée Acteurs (18 février) : connecter et contribuer à mettre en réseau à un niveau international les mouvements existants. C'est aussi une incitation puissante à reproduire l'expérience en organisant à nouveau, et ailleurs qu'en France, tout à la fois un colloque de recherche et un événement destiné aux praticiens, chacun étant ouvert à l'autre.

Thématiques discutées

Du point de vue des terrains, les expériences latino-américaines et européennes ont été particulièrement étudiées lors de ce colloque. Les dynamiques brésiliennes des années 2000 se sont traduites par des travaux sur les banques communautaires et autres innovations au Brésil (7 textes). L'ampleur exceptionnelle atteinte par les systèmes argentins de trueque autour de 2001-02 puis, en dépit de l'opinion commune, le maintien d'une dynamique significative de monnaies sociales depuis lors, se sont aussi traduits par de nombreux travaux présentés lors du colloque (7 textes). L'Amérique du Nord a été traitée dans six textes, certains revenant sur des expériences historiques des années trente. Les études présentées sur les cas européens sont moins concentrées sur des pays particuliers puisqu'elles ont porté sur 12 pays (discutés dans 16 textes). Les diverses expériences japonaises ont fait l'objet de 4 présentations. Enfin, 14 textes ont saisi l'objet de manière transversale en interrogeant des dimensions théoriques et parfois avec des objectifs de réforme.

Beaucoup des textes présentés ont proposé une évaluation de dispositifs, sous forme monographique ou comparative et plus ou moins articulées à des approches théoriques. Certains ont tenté **d'établir un état des lieux de leur développement et des difficultés rencontrées** : en Grèce (Sotiropoulou), en Hongrie, république Tchèque et Pologne (Jelinek, Konecny et Szalay), au Québec (Boulianne et Comeau), au Japon (Hirota) ou en Argentine (Gomez) ; de manière plus précise, dans le cas d'une monnaie communautaire au Brésil (Fouarge). D'autres ont avancé dans la voie de **l'évaluation de la manière dont ces monnaies sont vécues et employées** : cas des Regiogeld allemands (Thiel), des monnaies sociales au Québec (Lizotte) ou de banques de temps en Espagne (Cuenca García). D'autres encore ont évalué **leur impact socio-économique** : dans un district de Tokyo (Kurita et Miyazaki), en comparant un dispositif rural au Japon à un LETS à Stockholm (Nakazato et Hiramoto), de monnaies communautaires en périphérie

⁴ Cette conférence a rassemblé Josh-Ryan Collins (New Economics Foundation/Villes en Transition, Royaume-Uni), Jean-Louis Laville (Professeur au CNAM, sociologue économiste et auteur du livre *Politique de l'association*), Sandra Magalhaes (Coordinatrice des projets, Institut Palmas, Brésil) et Heloïsa Primavera (Professeur à la Faculté des Sciences Sociales, Université de Buenos Aires), soirée animée par Jérôme Blanc (Maître de Conférence, Laboratoire Triangle – Université Lyon 2).

de São Paulo (Braz et Silva ; Tsukumo et Corrales), dans le Nordeste du Brésil (Arrais de Paiva) ou encore dans les banques de temps aux Etats-Unis (Rearick, Austin et Brakken). Young a étudié en particulier les effets induits par la création de réseaux d'échange interentreprises.

L'impact de dispositifs généralement locaux peut aussi être macroéconomique. C'est ce qu'a évalué Stodder au sujet de la banque suisse WIR, dont la monnaie propre existe depuis 1934 et joue un rôle contracyclique pour l'économie suisse. Lietaer a développé l'idée selon laquelle une variété de monnaies plutôt que des monopoles nationaux sert l'objectif de stabilité financière et de résilience. A contrario, Mediouni a analysé le contexte macroéconomique de l'explosion des monnaies parallèles en Argentine vers 2001-03.

Il est à noter que plusieurs textes ont rapporté de manière très directe **les possibilités des monnaies sociales et complémentaires au développement soutenable.** Scott-Cato et Suarez ont présenté le cas d'une monnaie de « ville en transition » (Transition Town), le Stroud Pound, comme outil de renforcement et de résilience, mais aussi d'analyse, du territoire local. Fare a comparé le SOL en France et l'Accorderie au Québec (un système incluant une banque de temps) par rapport à des objectifs de développement local soutenable au-delà du seul environnement. Joachain a analysé les potentialités environnementales de ces monnaies, en s'appuyant sur trois cas (dont l'expérience de Nu-Sparpaas à Rotterdam). A partir d'une étude au champ large, Longhurst et Seyfang ont conclu que les potentialités en termes de développement soutenable dans sa dimension environnementale restent encore à réaliser. Thompson a expliqué en quoi ces monnaies pouvaient être un outil intéressant pour le développement soutenable dans le cadre d'un pays comme le Kenya.

D'autres textes ont inscrit plus ou moins directement ces monnaies **dans les dynamiques d'économie sociale et solidaire.** Ricardo Orzi, à partir d'expériences argentines, a analysé la capacité des monnaies sociales à soutenir le développement d'une économie sociale et solidaire. Krister Volkmann a présenté une étude des systèmes germaniques en Allemagne, Suisse et Autriche les inscrivant directement dans une économie solidaire. Bruno Poljokan et Lenissa Lenza ont présenté l'expérience brésilienne de la carte Fora do Eixo, qui est un outil de soutien et de développement culturel à l'intérieur de l'économie solidaire. De la Rosa i Esteva a présenté un projet de monnaie articulée à la production de savoir. Coetzee a analysé en quoi le dispositif du CES, d'origine sud-africaine, soutient une économie du don, centrée sur la réciprocité, et en quoi l'outil internet se révèle un bon outil communautaire. Jean-Michel Servet a comparé les monnaies complémentaires avec les tontines et le microcrédit dans leur impact sur l'inclusion financière et le développement local. Marek Hudon a étudié les complémentarités possibles entre monnaies complémentaires et microfinance. Glémain a rapproché le microcrédit solidaire des logiques d'une monnaie sociale. Enfin, plusieurs textes ont étudié le cas des banques communautaires brésiliennes (en particulier le Banco Palmas) en interrogeant leur capacité à soutenir le développement local articulé à une économie solidaire (deux textes de Genauto Carvalho di França Filho, Jeová Torres Silva Jr et Ariádne Scalfoni Rigo, un texte de Victoria Regia Arrais de Paiva et Claricio dos Santos Filho).

Les monnaies sociales et complémentaires, on le comprend, peuvent aussi s'articuler à **des politiques publiques, en particulier à l'échelle locale.** Gatch a analysé les monnaies municipales émises aux Etats-Unis durant la Grande dépression en anticipation de rentrées fiscales. Sbattella a présenté le cas des monnaies émises par les provinces argentines en particulier durant la grande crise de 2001-03. D'un point de vue normatif, Mylondo a défendu l'idée d'expérimentation locale d'un revenu inconditionnel versé sous forme de monnaie complémentaire. Moins appuyée sans doute, la question du rôle des pouvoirs publics dans un univers d'initiatives militantes a été abordée par beaucoup des intervenants. Par ailleurs, l'une des deux tables rondes du colloque a été organisée autour de cette question du rapport aux politiques publiques, mettant à une même table chercheurs et élus locaux.

Les questions de gouvernance et d'ingénierie ont aussi été évoquées : dans le cas du trueque en Argentine (Gomez), des banques de temps aux Etats-Unis (Rearick, Austin et Brakken), ou à partir des méthodologies de la fondation néerlandaise Strohalm en Amérique centrale (Brenes), tandis que la question du financement des « architectes » monétaires - un métier nouveau ! - a été posée directement par Place.

Certains textes ont renvoyé le phénomène des monnaies sociales et complémentaires à la **théorie monétaire** et à la question plus large de **la théorisation**. Jérôme Blanc a proposé une réflexion sur les types de monnaies resituant les monnaies sociales dans un cadre plus large. Pascale Delille a proposé d'utiliser le cadre théorique de Elinor Ostrom sur la gouvernance des biens communs en l'appliquant au cas des SEL. David Vallat et Cyrille Ferraton ont replacé les SEL dans un cadre théorique socio-économique où la monnaie apparaît comme construction sociale. Makoto Nishibe a resitué, quant à lui, les systèmes LETS dans un cadre théorique néo-institutionnaliste et considéré ces monnaies comme un médium de communication intégré. Dans un autre texte, Makoto Nishibe présente avec Nozomi Kichiji une modélisation comparant le mode d'émission monétaire courant (un mode « concentré ») et celui des LETS (un mode « dispersé »). La contribution de Josh Ryan-Collins a interpellé la théorie monétaire à ce sujet en confrontant deux cas (le Brixton Pound et le WIR) à plusieurs orientations théoriques de la monnaie. Une dimension particulière et technique est celle de la monnaie dite fondante, imaginée par Silvio Gesell (1916). Hugo Godschalk a fait le point sur les attendus et les techniques de mise en place de la monnaie fondante, tandis que María Adela Plasencia a étudié les effets de cette technique sur la circulation monétaire dans le cas d'un dispositif argentin dans la ville de Venado Tuerto. Sarah Elvins a analysé la manière dont les « *scrips* », ces monnaies locales de la Grande dépression aux Etats-Unis, ont été présentés au public, afin d'en tirer des leçons pour aujourd'hui. Enfin, Umberto Parisi et Pietro Minozzi ont proposé une théorisation de la monnaie fondante dans le cadre théorique d'un modèle IS-LM.

Enfin, la monnaie ne va pas sans **rapport au politique**. Saiag a analysé cette dimension à partir d'une comparaison entre deux monnaies argentines, montrant que des différences organisationnelles engendrent des effets de répartition des revenus opposés. Ould-Ahmed, d'un autre point de vue, a étudié l'évolution du discours de légitimation du trueque dans le contexte argentin.

Au total, **ce colloque a permis de faire émerger et d'identifier une communauté de recherche** jusqu'ici éparpillée et peu consciente d'elle-même.

La première table ronde du colloque, qui a porté sur les outils d'analyse à disposition des chercheurs, a permis de souligner tout à la fois la faiblesse de l'infrastructure intellectuelle, qui serait à même de rassembler les chercheurs, et son émergence progressive, sous la forme notamment de sites dédiés aux ressources relatives aux monnaies sociales et complémentaires, dont un site bibliographique de recension des écrits, ou encore sous la forme de la seule revue existant dans ce domaine, l'International Journal of Community Currency Research (IJCCR, revue en ligne).

Trente ans après l'émergence des monnaies sociales et complémentaires dans le monde, beaucoup reste à faire pour connaître et comprendre la variété des initiatives existantes et leur portée, mais un chemin significatif a déjà été parcouru et les dynamiques de recherche à leur sujet s'accroissent visiblement.

Jérôme Blanc - UMR Triangle *

** Triangle (UMR 5206), Institut des sciences de l'Homme, 14 avenue Berthelot, 69363 Lyon cedex 07 (France).
Tél : 04 72 72 64 07 - Fax : 04 72 72 65 55. E-mail : Jerome.Blanc@univ-lyon2.fr